

Plateforme UE/Afrique(s)

Conférence du 20 septembre 2016 – Paris

Impact de la baisse du prix des matières premières dans la conjoncture mondiale sur les économies africaines : conséquences pour l'investissement en Afrique notamment dans les filières énergétiques et agricoles, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest

Problématique

Dans une interview publiée au quotidien Financial Times fin août 2016, Akinwumi Adesina, le Président de la BAD, estime que le ralentissement des économies africaines devrait durer trois années supplémentaires et recommande de ce fait aux Etats africains de limiter le recours au marché international de la dette et d'améliorer la collecte des recettes fiscales.

Cette mise au point intervient dans une conjoncture mondiale où la déprime des cours mondiaux des matières premières, en baisse depuis 2014, risque de se prolonger pendant une période assez longue avec pour conséquence la faiblesse du taux de croissance du PIB de la plupart des économies africaines de l'ordre de 1,6 % en 2016 contre 3,5 % en 2015 selon les prévisions du FMI, et le maintien de perspectives économiques contrastées. Cette hypothèse va sûrement obliger les pays africains à trouver un autre modèle de développement.

Les pays producteurs de matières premières énergétiques (Angola, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad, Nigéria...) ont vu leurs finances publiques nettement se détériorer et ont dû, pour certains, faire face à une forte dépréciation du taux de change et à la montée des tensions inflationnistes. D'autres pays importateurs de ressources énergétiques à l'instar de la Côte d'Ivoire, du Kenya, du Rwanda, du Sénégal ... devraient, quant à eux, enregistrer des taux de croissance modérés grâce à la confiance des investisseurs, la consommation des ménages et les efforts consentis par leurs gouvernements pour remédier aux pénuries d'électricité.

Globalement, une amélioration significative de la croissance africaine n'est pas à attendre à court terme et l'investissement devrait sûrement ralentir ou stagner comme le démontre le dernier rapport CNUCED 2015 sur l'investissement dans le monde. Dans ce contexte, une hausse substantielle des investissements directs étrangers (IDE) apparaît peu probable et les problèmes de financement (coût et crédit) pourraient perdurer.

C'est la raison pour laquelle, il en va de la responsabilité des pays d'Afrique Sub-Saharienne et en particulier ceux d'Afrique de l'Ouest de renforcer les bases d'une croissance endogène et de poursuivre résolument les réformes structurelles de politiques publiques. C'est en améliorant la bonne gouvernance, en stimulant la productivité par des réformes foncières capables de favoriser la transformation industrielle des produits de base et en assurant le financement des infrastructures et du capital humain que l'on mettra en place les bases d'une véritable diversification de leur économie.

En outre, ces trajectoires ne pourront se réaliser que si les IDE redémarrent en favorisant l'émergence d'entreprises locales dans un nouveau partenariat avec les investisseurs (institutionnels et privés), et que s'opère un véritable changement de paradigme. Un réajustement de la politique fiscale, une nouvelle orientation de l'aide publique vers l'investissement d'impact et une politique monétaire plus efficace doivent inciter à l'usage des énergies renouvelables et à l'insertion de

l'Afrique de l'Ouest dans les chaînes de valeur alimentaires. Car en fin de compte la stabilité politique, la réduction des inégalités et l'accès à l'emploi demeurent les équilibres à atteindre.

Questions pour le débat

1- La baisse du cours des matières premières fait peser des risques sur les économies africaines, la croissance africaine ayant chuté depuis deux ans : cette tendance est-elle durable ? Peut-elle s'inverser à court et moyen terme ? Tous les pays sont-ils touchés de la même façon entre ceux qui produisent et ceux qui consomment ? Quelles répercussions sur les entreprises ? Sur l'émergence des PME ? Sur les classes moyennes ?

2- Les pays émergents comme la Chine sont touchés : y a-t-il une conséquence pour l'Afrique ? Et est-ce que les pays développés comme la France vont continuer d'investir en l'Afrique ? Et laquelle ?

3- Que demandent les investisseurs ? Il y a beaucoup d'argent et de profits dans le monde : vont-ils aller aussi en Afrique ? Ne doivent-ils assumer des responsabilités pour la croissance et l'emploi dans cette partie du monde ?

4- Comment les Etats – qui font des efforts- peuvent-ils rendre plus attractifs leurs territoires ? Beaucoup d'entre eux vivent de la rente : comment construire une base productive et diversifiée, favoriser l'entreprenariat dans un contexte de sous-industrialisation et d'économie informelle ? Dans quelle mesure peut-on construire des politiques fiscales incitatives au développement industriel pour un développement des filières énergétiques et agricoles ?? A quel niveau ? National ? Régional ?

5- Quelles sont parallèlement les stratégies des acteurs et des grands groupes pour réussir la diversification des économies africaines ? Dans l'énergie, développer les énergies renouvelables (le solaire en particulier) dans un mix plus diversifié et décarboné ? Dans l'agriculture, développer les productions locales et leur transformation, s'inscrire dans les chaînes de valeur alimentaires ?

André-Franck AHOYO et Claude FISCHER,

Paris le 11 septembre 2016